

Rebonds

Comment, à gauche, réinvestir dans une critique sociale du capitalisme sans retour en arrière.

Le réformisme cherche sa mue

Par Zaki LAÏDI
vendredi 01 octobre 2004

Zaki Laïdi est politologue.

Dernier ouvrage paru: la Grande Perturbation (Flammarion, 2004).

Ce texte reprend les grandes lignes d'une intervention faite devant l'université d'été de la CFDT.

Le contenu et les enjeux du réformisme constituent une donnée permanente du débat politique. A droite, le terme est très souvent utilisé pour légitimer le changement face à une gauche réputée conservatrice.

A gauche, la situation est plus complexe au regard du «statut» idéologique du concept même du réformisme en tant que pratique opposée à la révolution. Sur ce plan, le réformisme a clairement gagné à gauche. Mais beaucoup de questions de fond n'ont pas été tranchées. Le lien entre réforme et transformation sociale n'a jamais été élucidé. La question est néanmoins en train de resurgir à la faveur du débat houleux sur l'Europe. Dans un contexte de changement social mondialisé, la légitimité du réformisme est aujourd'hui affaiblie car il est perçu par les plus faibles notamment, comme un processus d'adaptation à un changement dont ils ne voient pas les contreparties. S'adapter d'accord. Mais en échange de quoi ? Certes, le conservatisme explique bien des résistances. Mais expliquer ces résistances par le seul social-poujadisme de catégories protégées ne résiste pas à l'analyse. C'est la raison pour laquelle, la prétendue thèse d'une opposition entre une France protégée et une France exposée est d'un simplisme navrant. Il faut aller plus loin et tenter une hypothèse : celle qui consiste à dire que la problématique du réformisme est amenée à changer, car les termes du débat social ont changé.

Dans les années 80 et 90, le réformisme signifiait la recherche d'un compromis social stable entre le capital et le travail dans le cadre d'un système capitaliste stabilisé, c'est-à-dire fortement régulé, où le rapport de forces entre capitalistes et salariés était équilibré. Aujourd'hui, nous nous trouvons dans une nouvelle phase du capitalisme où le rapport de forces entre capital et travail est beaucoup plus déséquilibré au profit du capital.

Nous sommes rentrés dans l'ère du capitalisme dissociatif. A cela, il y a une raison à la fois simple mais fondamentale : le capital est de plus en plus mobile, il fait masse de plus en plus vite, tandis que le travail reste fondamentalement plus territorialisé et identitairement fragmenté. Ce déséquilibre se ressent nécessairement dans les négociations salariales par exemple où le capital globalisé pose d'emblée ses contraintes aux salariés – au nom de la mondialisation financière –, tandis que les salariés sont incités à rechercher le compromis à un niveau de plus en plus désagrégé. Le risque est que la recherche du compromis social au coeur du réformisme apparaisse comme un processus adaptatif aux contraintes du jeu mondial

sans contrepartie pour les salariés.

C'est pour cela qu'il faut repenser les termes du compromis social réformiste. Quand le capitalisme n'est pas stabilisé, il utilise quatre ressources qui potentiellement peuvent désavantager les salariés : exporter le travail vers des régions à bas salaires, se défaire des contrôles publics, privatiser l'ordre public par la généralisation des droits de propriété privée, se défaire des contraintes fiscales qui finissent par retomber sur les salariés peu mobiles.

Naturellement, ce nouveau capitalisme présente de très nombreux avantages. Il permet de créer de la richesse, il valorise le travail qualifié, il permet l'éclosion des talents bien dotés, mais il clive les rapports sociaux et crée une cohorte de perdants auxquels il n'est pas facile d'accorder des contreparties : comment marteler l'impératif de la formation au long de la vie pour des gens dont les qualifications sont très faibles et dont le capital social est très limité ? Comment favoriser des reconversions pour des personnes âgées et souvent peu qualifiées ? Etre réformiste, dans un tel contexte, ne peut pas se résumer à la recherche d'un compromis social, car, si la recherche du compromis devient une fin en soi, le niveau et la qualité du compromis en pâtiront.

Etre réformiste dans le cadre d'un capitalisme mondialisé et non stabilisé consiste à rechercher un compromis social dans un sens qui cesse de défavoriser le travail au profit du capital. Ceci étant posé, il faut se demander comment agir, sans revenir aux vieux réflexes passésistes de la vieille gauche et de ses relais altermondialistes.

La première est de bien comprendre que la dynamique de ce nouveau capitalisme ne va pas s'atténuer ou se ralentir parce qu'elle produit des effets sociaux négatifs ou parce que l'on s'époumonera dans les manifestations antimondialisation.

A cela, il y a une raison simple, le capitalisme financier voué aux gémonies par certains n'est pas le résultat d'un complot de multinationales avides, mais la traduction économique d'une réalité sociale complètement négligée : le vieillissement des baby-boomers de l'après-guerre qui, après avoir consommé en s'endettant dans des périodes inflationnistes, s'efforcent désormais d'épargner pour leurs retraites. C'est pourquoi il faut aider les fonds de pensions à réfléchir aux moyens de faire évoluer le capitalisme financier plutôt qu'à vouloir les abattre ou les taxer.

La seconde est de bien voir que la contrepartie économique de ce capitalisme financier qu'est la mondialisation n'a aucune raison de se ralentir. On ne dira jamais assez que la mondialisation est devant nous tout simplement parce que les deux grosses masses démographiques de la planète que sont la Chine et l'Inde ont commencé à peine à entrer dans le jeu et qu'elles risquent de nous concurrencer sur deux axes simultanés : par le bas (bas salaires) et par le haut (produits technologiques). Il n'est donc pas exclu que nous entrions dans un nouveau jeu compétitif beaucoup plus dur dont l'Europe serait une des premières victimes.

Face à cette nouvelle donne que l'on appellera celle du capitalisme non stabilisé, quel contenu politique donner au réformisme ? Il y a une première réponse : elle nous vient du blairisme. Son apport n'est pas complètement négligeable : il nous a aidés à mettre en rapport le changement économique avec l'individualisation des préférences et des choix ainsi qu'à nous convaincre que, dans le mode d'aujourd'hui, on pourrait non plus garantir les situations et les statuts, mais les parcours sociaux, ce qui est à la fois plus difficile mais aussi plus réaliste. Là où le blairisme est très faible, c'est dans sa critique du système capitaliste, en témoigne le refus systématique de Tony Blair de permettre une harmonisation fiscale en Europe.

C'est la raison pour laquelle on dira que, pour la gauche, il n'est pas possible d'être réformiste sans partir d'une analyse critique du système capitaliste. La question est de savoir comment

réinvestir dans une critique sociale du capitalisme sans revenir en arrière. Dès que l'on sort du manichéisme idéologique, on constate que les marges de manoeuvre existent. La première démarche consiste à poser le principe selon lequel il n'y a pas de changement sans contrepartie.

Naturellement, le contenu, la qualité et les formes de ces contreparties varient selon les branches et les activités, mais elle reste fondamentale. Le corollaire est que tout changement doit être fondé non plus seulement sur le principe d'égalité mais d'équité. De ce point de vue-là, le discours gouvernemental sur l'assurance maladie qui nous présente sa réforme comme la quintessence du réformisme n'est pas acceptable : comment qualifier de réformiste une réforme qui bafoue aussi allègrement deux règles de l'équité : l'équité entre générations et l'équité entre les acteurs ? Or, l'iniquité entre les générations est fortement accrue par ce projet qui transfère la dette sociale aux générations à venir et l'iniquité entre acteurs est renforcée par l'absence totale de contraintes imposées au monde de la médecine libérale.

Dans cette redéfinition du réformisme, il faut aussi investir dans la critique des mécanismes du capitalisme financier globalisé en travaillant sur l'enrichissement des processus de notation sociale, par exemple des entreprises. Car, encore une fois, il ne s'agit pas de lutter contre le marché pour réduire à tout prix son espace mais pour faire en sorte que la sanction du marché intègre une pluralité d'acteurs, car il faut bien voir que le marché peut être mobilisé en faveur d'un bien public dans un nombre considérable de domaines. Simultanément, il faut aussi investir au niveau local pour éviter de sombrer dans les errements historiques de la gauche : la fascination pour des interprétations mécanistes globales au détriment des solutions concrètes.

L'autre levier dont on dispose potentiellement est l'Europe. Certains y voient le simple cheval de Troie de la mondialisation, tandis que d'autres mettent en avant sa capacité à filtrer cette même mondialisation. En réalité l'Europe est sur ce plan ambivalente. Dans le champ des normes sociales fondamentales et environnementales, l'Europe a, quoi qu'on en dise, toujours émis des standards réglementaires extrêmement élevés. Réduire l'Europe à une pure et simple entreprise de dérégulation est donc une idée fautive. Pour autant, il est indéniable que prédomine à Bruxelles un conformisme néolibéral très fort qui confine parfois au dogmatisme. Il est assez surprenant de voir que personne n'ait à ce jour pensé à Bruxelles à mettre en place un dispositif permettant d'allouer une partie des fonds structurels européens à des programmes d'ajustement à la compétition mondiale, alors que les Etats-Unis disposent d'un programme de ce type depuis 1962. Il est tout aussi inquiétant de constater que la question cruciale de l'harmonisation fiscale n'ait jamais été sérieusement abordée et quand elle le fut, ce fut pour être torpillée. Mais ne nous trompons de combat. Si l'Europe telle qu'elle est ne saurait satisfaire les réformistes, ce n'est désormais qu'en son sein que le réformisme a des chances de survivre.

<http://www.liberation.fr/page.php?Article=242651>